



# Homes and Community Renewal

Office of Resilient Homes  
and Communities

## Plan d'action post-ouragan Ida du CDBG-DR

### Résumé de l'amendement 1

Lorsque le Bureau des maisons et des communautés résilientes (Resilient Homes and Communities, RHC) modifie certains détails sur les projets de résilience et de rétablissement post-tempête qui sont en cours de planification ou d'exécution, le Département américain du logement et du développement urbain (Housing and Urban Development, HUD) exige un amendement substantiel qui documente ces mises à jour, et ce, pour le publier à des fins d'information et de retour du grand public.

Le RHC a publié l'amendement complet du plan d'action à la page <https://stormrecovery.ny.gov/> pour une période de consultation publique de 30 jours du 14 avril au 14 mai. Les citoyens en ont été informés par un communiqué de presse.

L'État recevra les commentaires par courrier postal, courrier électronique ou formulaire Web aux coordonnées ci-dessous :

Courrier postal : Office of Resilient Homes and Communities

60 Broad Street, 26<sup>th</sup> Floor

New York, NY 10004

Site Web : <https://stormrecovery.ny.gov/>.

Adresse e-mail : [info@stormrecovery.ny.gov](mailto:info@stormrecovery.ny.gov)

Toute mise à jour ou modification apportée au plan d'action en réponse aux commentaires du public sera clairement identifiée dans le plan. De plus, un résumé des commentaires sur le plan ou l'amendement substantiel, ainsi que la réponse correspondante, seront téléchargés dans le DRGR avec le plan d'action.

Pour demander une traduction de l'amendement 1 complet du plan d'action, veuillez envoyer un e-mail à l'adresse [info@stormrecovery.ny.gov](mailto:info@stormrecovery.ny.gov), ou appeler le **1-844-694-7163** pour le chinois et le russe, ou le **1-855-NYS-SANDY (855-697-7263)** pour les autres langues, et demander les services d'un interprète au représentant. Les services d'interprétation et de traduction sont fournis gratuitement.

L'amendement 1 au plan d'action (substantiel) (APA 1) traitera des points suivants :

- A. Proposition d'allocation de fonds et d'évaluation des besoins non satisfaits et des besoins d'atténuation :**  
Mises à jour pour décrire l'utilisation de 26 966 000 dollars de fonds CDBG-DR supplémentaires alloués en vertu de l'Appropriation Act, de 2023, qui prévoit une allocation de 23 449 000 dollars pour les besoins de rétablissement non satisfaits résultant de l'impact de l'ouragan Ida sur l'État de New York, et de 3 517 000 dollars pour les besoins d'atténuation dans les zones touchées par la tempête. De ces fonds, l'État alloue 7,51 millions de dollars supplémentaires au programme de rétablissement et remboursement liés au logement

post-Ida (Ida Housing Recovery and Reimbursement, IHRR) ; 6,04 millions de dollars à l'initiative de logement résilient pour les locataires (Renters Resilient Housing Initiative, RRHI); 4,04 millions de dollars à l'initiative de résilience du logement abordable (Affordable Housing Resiliency Initiative, AHRI); 8,01 millions de dollars au programme d'investissements résilients par le biais de soutien et de capitaux (Resilient Investments through Support and Capital, RISC); et 1,35 million de dollars pour couvrir les frais administratifs, sur la base de ses évaluations actualisées des besoins non satisfaits et des besoins d'atténuation. Ces évaluations ont été mises à jour sur la base d'une analyse de données supplémentaires sur les coûts actualisés des projets d'assistance publique de la FEMA et d'une analyse ciblée des besoins potentiels en matière de logement non satisfaits en fonction des propriétés résidentielles inondées qui n'ont pas reçu d'assistance individuelle de la FEMA, et des besoins en matière de rénovation pour les unités résidentielles avec sous-sol touchées par la tempête ; ainsi que le suivi avec les principales parties prenantes. Sur la base de ces analyses, les estimations de l'État concernant les besoins non satisfaits post-Ida augmentent de 42,4 millions à 58,8 millions de dollars pour les logements, et de 815 000 dollars à 5,29 millions de dollars pour les infrastructures. Dans le cadre de cet amendement, l'État réduit également son allocation pour les coûts généraux de planification d'environ 1,29 million de dollars, passant de 3,25 millions à 1,96 million de dollars. Ces fonds sont réaffectés au programme RISC, conformément à son orientation actualisée décrite ci-dessous et à l'évaluation actualisée des besoins d'atténuation de l'État.

- B. Changement de nom du bureau et références à « l'État » :** La gouverneure Kathy Hochul a annoncé que le Bureau du Gouverneur chargé du rétablissement post-tempête (Governor's Office of Storm Recovery, GOSR) deviendrait un bureau permanent sous un nouveau nom, le Bureau des maisons et des communautés résilientes (Resilient Homes and Communities, RHC). Avec cette mise à jour, l'État modifie toute référence au « Bureau du Gouverneur chargé du rétablissement post-tempête » ou « GOSR » dans le plan d'action en « Bureau des maisons et des communautés résilientes » ou « RHC ». Clarification que les références aux actions entreprises par « l'État » (c'est-à-dire « l'État fera » ; « l'évaluation par l'État de ») dans l'ensemble du plan d'action se réfèrent au Bureau des maisons et des communautés résilientes de l'État de New York (RHC) en sa qualité d'administrateur des fonds CDBG-DR alloués à l'État de New York en réponse à l'ouragan Ida.
- C. Accès linguistique :** Ajout du français comme l'une des langues pour lesquelles les résumés traduits des informations et des modifications essentielles contenues dans le plan d'action et les modifications substantielles, ainsi que les informations sur les audiences publiques, les instructions de soumission des commentaires publics et de demande de services d'interprétation et/ou de traduction. L'avis de disponibilité de l'assistance linguistique en français sera inclus dans les documents concernant la prise de contact et le dépôt de demande dans le cadre des programmes essentiels.
- D. Éligibilité des populations vulnérables :** Clarification concernant l'éligibilité des demandeurs cherchant à bénéficier du programme de rétablissement et remboursement liés au logement (IHRR) et de l'initiative de logement résilient pour les locataires (RRHI) afin d'inclure les populations vulnérables et les membres historiquement défavorisés des classes protégées, notamment les personnes en difficulté financière, les personnes ne maîtrisant pas l'anglais, les immigrants, les mères célibataires cheffes de famille, les personnes LGBTQ+ et les membres historiquement défavorisés des classes protégées en matière, entre autres, de race, couleur de peau, origine nationale, religion, sexe et la situation familiale. La priorité sera accordée aux demandeurs à revenus faibles et moyens. Avec cette mise à jour, l'État clarifie et précise davantage quels groupes sont considérés comme éligibles à une assistance dans le cadre de l'IHRR et du RRHI, sur la base de son évaluation des besoins non satisfaits et des efforts de conception et de lancement des programmes.
- E. Normes d'élévation :** Clarification pour noter les élévations requises pour les actions essentielles dans la plaine inondable de 500 ans.
- F. Documentation des propriétés éligibles dans le cadre de l'IHRR :** Mise à jour pour clarifier que les demandeurs dans le cadre de l'IHRR peuvent utiliser des documents alternatifs en plus du titre en fief simple pour prouver que la propriété touchée leur appartient afin de limiter les obstacles à la participation.

- G. Projection des résultats RRHI :** Mises à jour pour aligner la projection des résultats de l'initiative de logement résilient pour les locataires (RRHI) avec les estimations de l'État sur les bénéficiaires réels. Sur la base des budgets actuels, l'État prévoit que le RRHI viendra en aide à 530 locataires.
- H. Description du programme RISC :** L'État met à jour le programme d'investissements résilients par le biais de soutien et de capitaux (Resilient Investments through Support and Capital, RISC) pour concentrer l'aide du programme sur la réalisation d'activités de planification éligibles afin d'atteindre son objectif de mobiliser d'autres sources de financement dans le but d'améliorer les installations publiques, les infrastructures publiques et la résilience des communautés.